

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marchés de Fournitures Courantes et de Services

Identification de l'acheteur :

Pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC) - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Direction acheteuse :

Direction des Ressources Humaines - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

**PLAN DE FORMATION ET DE DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL CONTINU 2025
POUR LE GHUC (Phase 1)**

Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte passée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 3° du Code de la commande publique

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	5
2.1. - FORME	5
2.2. - DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	6
4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	6
4.1.1. - Parties signataires.....	6
4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	6
4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution	6
4.2. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	7
4.3. - CONFIDENTIALITE.....	7
4.4. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	7
4.5. - EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION	7
ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION	7
5.1. - CALENDRIER D'EXECUTION	7
5.2. - MODALITES DE COMMANDE.....	8
5.3. - CONDUITE DES PRESTATIONS.....	8
5.4. - PRESENCE DES STAGIAIRES.....	9
5.5. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	9
ARTICLE VI - OPERATIONS DE VERIFICATION	9
ARTICLE VII - ASSURANCE	10
ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	10
8.1. - CONTENU DES PRIX.....	10
8.2. - FORME DU PRIX	11
8.3. - VARIATION DES PRIX	11
8.3.1. - Choix du type de variation des prix.....	11
8.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation	11
8.3.3. - Choix des paramètres de variation.....	11
8.3.4. - Périodicité de révision des prix.....	11
8.3.5. - Modalités de révision des prix.....	11
8.4. - CLAUSE DE SAUVEGARDE	11
ARTICLE IX - CLAUSE DE REEXAMEN	12
ARTICLE X - REGLEMENT DES COMPTES	12

10.1. - MODALITES DE FACTURATION	12
10.2. - MODALITES DE FACTURATION : FACTURE ELECTRONIQUE	12
10.3. - MODALITES DE PAIEMENT	12
10.4. - DELAI DE PAIEMENT	13
10.5. - INTERETS MORATOIRES	13
 ARTICLE XI - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	13
11.1. - AVANCE	13
11.2. - RETENUE DE GARANTIE	13
 ARTICLE XII - PENALITES - CONDITION DE REPORT OU D'ANNULATION D'UNE FORMATION	14
12.1. - PENALITES	14
12.1.1. - <i>Pénalités de retard</i>	14
12.1.2. - <i>Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel</i>	14
12.2. - REPORT OU ANNULATION D'UNE FORMATION A L'INITIATIVE DE L'ETABLISSEMENT PARTIE BENEFICIAIRE	14
12.3. - REPORT OU ANNULATION D'UNE FORMATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE	14
 ARTICLE XIII - RESILIATION DU MARCHE.....	14
 ARTICLE XIV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE	15
 ARTICLE XV - PROPRIETE INTELLECTUELLE	15
 ARTICLE XVI - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	16

PREAMBULE

La présente procédure s'inscrit dans le cadre de la fonction achat mutualisée du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC).

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité d'établissement support du GHUC, est compétent pour assurer la passation, la signature et la notification des marchés, ainsi que les éventuelles modifications, reconductions ou non-reconduction et résiliation.

Le ou les établissements parties bénéficiaires assure(nt), à titre individuel, l'exécution des marchés et réalise(nt) notamment les opérations suivantes : commandes, vérifications, liquidation et mandatement des factures et toute autre mesure relevant des opérations d'exécution.

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ

1.1. - Type

☐ Fournitures ☒ **Services** ☐ Travaux

I. Services sociaux et autres services spécifiques mentionnés aux articles L.2113-15 et R.2123-1 du Code de la commande publique :		
Désignation : 2. Services administratifs, sociaux, éducatifs et culturels et soins de santé	Code CPV	De 80000000-4 à 80660000-8 [Services d'enseignement et de formation]

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet **la mise en œuvre d'actions de formation du plan de formation et de développement professionnel continu 2025 (Phase 1) pour le Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne** dont les établissements parties bénéficiaires sont identifiés en annexe n° 1 du CCAP.

Les quantités et les spécifications techniques sont précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (un par lot).

En fonction des besoins, les sessions de formation seront organisées dans l'un des établissements parties au GHUC.

Les formations pourront être organisées en intra-établissement ou bien en inter-établissements.

1.3. - Allotissement

Le marché est divisé en **6 lots** définis ci-dessous :

LOT N°	INTITULÉ
1	Dispenser l'éducation thérapeutique du patient : amélioration des compétences professionnelles requises en éducation thérapeutique du patient (ETP)
2	Sécurisation de la prise en charge médicamenteuse – module Cadres de Santé

3	Sécurisation de la prise en charge médicamenteuse – module IDE
4	Remise à niveau en grammaire et orthographe pour tous
5	Acquisition de la terminologie médicale versant secrétariat
6	Management de la sécurité

ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. - Forme

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2^e alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire ou multi-attributaires :
L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande avec ou sans minimum et/ou maximum :
L'accord-cadre à bons de commande est conclu **sans minimum mais avec un maximum** exprimé en quantité (groupes/sessions) par période pour l'ensemble des établissements parties bénéficiaires, fixés au CCTP (un par lot) et au bordereau de prix unitaires (un par lot).
Le titulaire s'engage pour le maximum.

2.2. - Durée du marché

Le marché est passé pour **une période de 12 mois à compter de la date de réception de la notification.**

Cette période initiale est **reconductible tacitement pour 3 périodes de 12 mois chacune.**

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard **trois mois** avant la fin de la période du marché en cours d'exécution.

ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) (*1 par lot*),
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021),
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1. - Identification des parties

4.1.1. - Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), représenté par sa Directrice Général.

et

- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès des établissements parties bénéficiaires, pour les besoins de l'exécution du marché.

4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution

Dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé à l'établissement partie bénéficiaire ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

4.2. - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4.3. - Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution de ses prestations au titre du présent marché.

4.4. - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

4.5. - Evolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avère nécessaire, celui-ci l'accepte dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le Centre Hospitalier Universitaire peut négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

En cas d'évolution réglementaire majeure, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché **sans indemnité** après un préavis de **trois mois**, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1. - Calendrier d'exécution

Les dates de sessions sont proposées dans le créneau fixé **par l'établissement partie bénéficiaire**. A savoir, toute l'année civile à l'exception des périodes de vacances scolaires de la zone dont dépend l'établissement partie bénéficiaire, des jours fériés et des mois de juillet et août.

Après la notification du marché, le titulaire et l'établissement partie bénéficiaire arrêtent d'un commun accord les dates des sessions.

Toutefois, l'établissement partie bénéficiaire se réserve la possibilité de reporter la session s'il s'avère que le nombre d'inscrits est insuffisant, **au plus tard 3 semaines avant les dates présumées**.

5.2. - Modalités de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande, le titulaire réalise les prestations de formation à la demande de l'établissement partie bénéficiaire après réception d'un bon ou d'une lettre de commande comprenant notamment les renseignements suivants :

- L'identité du titulaire du marché,
- La référence de l'établissement partie bénéficiaire avec le n° de SIRET, le code d'identification du service en charge du paiement et l'adresse de facturation,
- Les références du marché (n° de marché, date, objet),
- L'intitulé de la session,
- Les dates et horaires de la session,
- Le lieu d'exécution de la prestation,
- Le cas échéant, la liste des établissements parties bénéficiaires participants à la formation concernée,
- Le prix unitaire de la demi-journée ou journée de formation,
- Le montant HT,
- Le montant total TTC.

Pour le cas où le titulaire conteste une ou plusieurs indications portées sur la lettre de commande, il dispose d'un délai de **15 jours** à partir de la date de réception de ce document pour signifier par écrit son désaccord ou ses observations. A défaut, la commande est réputée acceptée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. La durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Toutefois, l'établissement partie bénéficiaire ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

5.3. - Conduite des prestations

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la ou des personnes qui s'y trouvent nommément désignées pour en assurer la conduite.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser l'établissement partie bénéficiaire et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Ainsi, les intervenants désignés par le titulaire pour l'animation des sessions de formation du présent marché sont ceux qui ont été présentés par le titulaire dans sa proposition. Le remplacement de ces intervenants est soumis à l'accord préalable du Centre Hospitalier Universitaire.

Il est entendu que ces intervenants ont été choisis parmi ceux figurant dans la proposition du titulaire. La défection de l'un d'entre eux peut entraîner la résiliation du marché telle que prévue à **l'article XIII du présent CCAP**, s'il n'est pas remplacé par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation et ayant reçu préalablement l'agrément du Centre Hospitalier Universitaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Pendant toute la durée d'exécution, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de demander au titulaire la récusation des intervenants qui s'avèrent inadaptés à l'exécution des prestations telles que décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP. Le titulaire prend en compte les griefs avancés par le Centre Hospitalier Universitaire et, si cela s'avère nécessaire, procède au remplacement des intervenants concernés au moins **8 jours** avant la date prévue pour l'ouverture de la session, sauf en cas de force majeure.

5.4. - Présence des stagiaires

Le titulaire s'assure en permanence de la présence des stagiaires et informe l'établissement partie bénéficiaire des éventuelles absences. Le titulaire informe immédiatement l'établissement partie bénéficiaire de tout accident et / ou incident intervenu en cours de stage ou au(x) stagiaire(s).

5.5. - Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'établissement partie bénéficiaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE VI - OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par la personne désignée par l'établissement partie bénéficiaire. Les conditions de vérification sont celles prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'établissement partie bénéficiaire n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

L'évaluation des prestations est effectuée d'une part en présence des stagiaires à l'issue du stage et d'autre part par l'analyse des remarques formulées par écrit.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, le délai imparti pour procéder à la vérification des prestations est de **21 jours** à compter de la fin de la session.

Admission :

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement partie bénéficiaire prend une décision expresse d'admission, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Décision d'admission :

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le silence de l'établissement partie bénéficiaire pendant le délai de **21 jours** suivant la réalisation des prestations de formation (par session), vaut admission de ces prestations.

Décision de réfaction :

Si l'établissement partie bénéficiaire constate, après prise en compte des évaluations à l'issue de la formation, que les prestations ne satisfont pas entièrement à la réglementation applicable et/ou aux conditions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état, alors il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix du marché.

La réduction du prix est fixée à 10 % du montant total de la session de formation en cause.

Les éléments pris en compte pour exercer cette sanction sont :

- le non-respect des objectifs ;

- la mauvaise qualité de l'animation : non-respect du déroulement et des méthodes pédagogiques, non-respect de la répartition des séquences, absence d'illustrations concrètes... ;
- la mauvaise qualité de la documentation : contenu inadapté, supports illisibles ;
- le matériel pédagogique non conforme aux prescriptions du marché ;
- le suivi sur le terrain non exécuté ou non conforme aux prescriptions du marché.

Décision de rejet :

Si l'établissement partie bénéficiaire constate, après prise en compte des évaluations à l'issue des prestations, que les prestations ne peuvent être admises en l'état, alors il peut prononcer le rejet des prestations.

Le titulaire du marché procède à ses frais, à une nouvelle session de formation avec une nouvelle équipe pédagogique.

Motivation des décisions de refaction et de rejet :

Les décisions de refaction et de rejet sont motivées. Le titulaire en est informé par courrier recommandé avec accusé de réception, lequel dispose :

en cas de décision de refaction : d'un délai de **15 jours** calendaires pour formuler ses observations ;

en cas de décision de rejet : d'un délai de **15 jours** calendaires pour formuler ses observations, par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG/FCS.

Les décisions de refaction et de rejet sont notifiées au titulaire, par courrier recommandé avec accusé de réception, une fois que celui-ci a été mis à même de présenter ses observations.

ARTICLE VII - ASSURANCE

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel de l'établissement partie bénéficiaire, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, en cas de demande de l'établissement partie bénéficiaire, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causée au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

8.1. - Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tout frais administratif, frais de gestion, frais pour minimum de commande, frais d'assurance, frais de déplacement, d'hébergement et restauration des intervenants ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

8.2. - Forme du prix

Le marché est traité par application de prix unitaires par journée de formation.

8.3. - Variation des prix

8.3.1. - Choix du type de variation des prix

Les prix sont révisables.

8.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix initiaux sont des prix nets.

8.3.3. - Choix des paramètres de variation

Les prix sont révisables en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

La référence choisie est le tarif du titulaire. Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

8.3.4. - Périodicité de révision des prix

La révision des prix est effectuée à **chaque date anniversaire du marché**, en cas de reconduction.

8.3.5. - Modalités de révision des prix

En cas d'évolution du tarif du titulaire, à la baisse comme à la hausse, les prix révisés seront déterminés par application des nouveaux tarifs.

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués aux établissements parties bénéficiaires, aux adresses indiquées à l'annexe n° 2 du présent CCAP, au moins **un mois** avant la date de révision des prix du marché. A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits.

8.4. - Clause de sauvegarde

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à **2 % l'an**, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que **3 mois** après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de **3 mois** seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de **2 %**.

ARTICLE IX - Clause de réexamen

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), pourra solliciter, en application de la clause de réexamen prévue à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'intégration des établissements parties au Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC) qui n'ont pas été identifiés comme établissements parties **bénéficiaires** à l'annexe n° 1 du présent CCAP.

ARTICLE X - REGLEMENT DES COMPTES

10.1. - Modalités de facturation

Les factures seront établies, pour chaque établissement partie bénéficiaire, **au prorata du nombre de participants présents** aux sessions de formation effectuées. Le titulaire utilisera la base de calcul suivante :

$$\frac{\text{Prix unitaire du coût à la journée}}{\text{Nombre de participants présents}} \times \text{Nombre de jours de la formation}$$

10.2. - Modalités de facturation : Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement partie bénéficiaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique déposée sous le numéro de SIRET de l'établissement partie bénéficiaire (précisé à l'annexe n° 2 du présent CCAP) doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

10.3. - Modalités de paiement

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de l'établissement partie bénéficiaire concerné ou son représentant.

Les factures sont réglées par **l'A.N.F.H. de la région Champagne-Ardenne Grand-Est.**

Le paiement des prestations intervient à l'issue de chaque session ou chaque bilan, après admission des prestations.

10.4. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 jours, excepté pour les EHPAD pour lesquels ce délai est de 30 jours maximum, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date d'exécution si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'exécution, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification à l'établissement partie bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

10.5. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

ARTICLE XI - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

11.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande et ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/FCS.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

11.2. - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

ARTICLE XII - PENALITES - CONDITION DE REPORT OU D'ANNULATION D'UNE FORMATION

12.1. - Pénalités

12.1.1. - Pénalités de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire pour l'établissement partie bénéficiaire de procéder à une mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS.

La pénalité de retard est calculée par application de la formule stipulée à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

12.1.2. - Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

En cas de manquement aux obligations visées à l'article 4.4 du présent CCAP, le titulaire encourt, après mise en demeure, une pénalité forfaitaire fixée à **100 € H.T** par manquement constaté.

12.2. - Report ou annulation d'une formation à l'initiative de l'établissement partie bénéficiaire

Les dates des interventions des formateurs sont fixées en commun avec l'établissement partie bénéficiaire et sont bloquées de façon ferme par les formateurs du prestataire.

L'établissement partie bénéficiaire a la possibilité de reporter ou annuler une session de formation planifiée en commun, notamment s'il s'avère que le nombre d'inscrits est insuffisant, dans les conditions suivantes :

- Le report ou l'annulation, communiqué au moins **15 jours ouvrés** avant la session, ne donne droit au titulaire à aucune indemnisation.
- Le report ou l'annulation, moins de **15 jours ouvrés** avant la session, donne droit au titulaire à une indemnité équivalente à hauteur des frais réellement engagés sur présentation de justificatifs.

12.3. - Report ou annulation d'une formation à l'initiative du titulaire

Responsabilité du titulaire en cas d'annulation ou de report d'une session de formation :

En cas de report d'une session de formation ou d'annulation par le titulaire moins de **10 jours ouvrés** avant la date prévue, l'établissement partie bénéficiaire risque de subir des répercussions importantes en termes d'organisation.

Dans cette hypothèse, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt une pénalité forfaitairement fixée à **30 %** du montant de chaque journée ou chaque session reportée ou annulée.

ARTICLE XIII - RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Toutefois, en cas de résiliation prise en application de l'article 8.4 (*application de la clause de sauvegarde*) du présent CCAP :

- par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.
- par dérogation à l'article 43 du CCAG/FCS, le décompte de résiliation comprend :

- 1) Au débit du titulaire :
 - a. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
 - b. La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens cédés à l'amiable au titulaire ;
 - c. Le montant des pénalités.
- 2) Au crédit du titulaire :
 - d. La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - e. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande.

ARTICLE XIV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité d'établissement support du GHUC, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Directeur des Ressources Humaines
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences des établissements parties au GHUC, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal au Directeur de l'établissement partie concerné ou à son représentant.

Ceci n'exclut pas la possibilité pour les parties de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

ARTICLE XV - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chacun des établissements parties bénéficiaires est propriétaire de l'intégralité des droits relatifs aux éléments de toute nature et sous quelque forme que ce soit, fournis par ses stagiaires et ses personnels.

Toutefois, tous les outils, le savoir-faire, les méthodologies et les documentations préexistants à l'exécution du présent marché sont la propriété exclusive du titulaire.

ARTICLE XVI - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 4.5 du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

L'article VI du présent CCAP déroge aux articles 27.3, 28.2, 30.1 et 30.4.3 du CCAG/FCS.

L'article VII du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG/FCS.

L'article 8.4 du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

L'article 12.1.1 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.3 et 14.1.2 du CCAG/FCS.

L'article 12.3 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS.

L'article XIII du présent CCAP déroge aux articles 38, 42 et 43 du CCAG/FCS.

Reims, le 6 janvier 2025

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
La Directrice Adjointe des Ressources Humaines

Sophie CNIGNIET